



Est-il possible de mettre en exécution aux Etats Unis des jugements étrangers ?

Il arrive souvent que l'on reçoive des questions sur l'exécution des jugements et des arrêts dans les autres pays et, de plus en plus, concernant l'exécution des jugements aux Etats Unis. Dans cet article je traiterai de la possibilité de faire reconnaître et de rendre exécutoire une créance européenne aux Etats Unis et leurs 50 Etats fédérés.

En principe, sur le plan du droit civil, un créancier ne peut pas mettre en exécution un titre exécutoire interne dans un autre pays sans se référer à une convention ou un traité international sur la reconnaissance et sur l'exécution. En revanche, s'il existe un tel accord, le titre exécutoire sera normalement reconnu sans un nouvel examen sur le fond. Un examen seulement formel par un procédé d'exequatur aura lieu à la place, sauf s'il s'agit d'un titre exécutoire européen, le TEE (règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées). Dans ce dernier cas l'abolition de l'exequatur est acquise.

Mais à défaut d'un accord international ou d'une réglementation du droit communautaire et quand l'Etat étranger ne reconnaît pas le titre exécutoire étranger il faut trouver une autre solution. Le créancier est dans ce dernier cas obligé de recommencer la procédure dans l'Etat en question pour y obtenir un titre exécutoire, chose qui normalement est coûteuse et longue. Toutefois, l'ancienne décision rendue dans l'Etat d'origine peut, dans certains cas, servir de moyen de preuve dans la procédure nouvelle.

A l'extérieur de l'Europe et surtout aux Etats Unis il n'existe presque pas d'accords sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

En avril 2006 au 19e congrès de Washington de l'Union internationale des huissiers de justice, l'avocat Stephen L. Bluestone, Bluestone Law International, Washington D.C., spécialiste du droit international, a fait une intervention sur la reconnaissance et l'exécution des titres étrangers aux Etats Unis et leurs Etats fédérés. Son intervention comprenait de nombreuses nouveautés pour les participants du congrès. C'est la raison pour laquelle j'aimerais transmettre le teneur principale de son message.

Aux Etats-Unis, il n'existe pas de législation fédérale sur la reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères comme cela est considéré comme une affaire étatique fédérée. La législation peut ainsi différer dans les 50 Etats fédérés. Il n'existe aucun d'accord bilatéral ou multilatéral entre les Etats Unis et un autre Etat sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. Néanmoins, il y a 40 ans, une organisation du nom "the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws" a proposé aux

fins d'adaptation dans tous les Etats Unis une loi cadre sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (Uniform Foreign Money-Judgments Recognition Act). Les lois uniformes (uniform act) ne sont pas de droit fédéral. Elles ne sont non plus applicables automatiquement dans tous les Etats fédéraux mais beaucoup de ces lois uniformes feront ultérieurement partie du droit fédéral dans la plupart des Etats. Aujourd'hui, 30 Etats ont adopté cette loi cadre. Toutefois, les Etats qui ne l'ont pas adopté ont des systèmes semblables pour reconnaître et faire exécuter un jugement étranger de la même façon, comme un jugement local.

La loi ne stipule rien sur la procédure pour ce qui concerne la demande de reconnaissance et d'exécution du jugement étranger mais prescrit qu'un jugement étranger doit être reconnu et mis en exécution de la même façon qu'un jugement d'origine d'un autre Etat. Toutefois, pour pouvoir l'appliquer, il faut remplir certaines exigences. Premièrement la loi s'applique seulement vis-à-vis un « Etat étranger » qui normalement inclut tous les membres de l'UIHJ. Deuxièmement, le jugement doit concerner une somme d'argent. Malgré cela les jugements de sommes d'argent concernant les taxes, les amendes et les autres pénalités ainsi que les pensions alimentaires sont exclues. Troisièmement, il doit s'agir d'un jugement d'un propre tribunal. Ainsi des titres exécutoires dérivés des autres d'organes que les tribunaux sont exclus. Finalement le jugement doit être définitif, avoir statué sur le fond et être exécutoire dans l'Etat origine. Ainsi tous les jugements et décisions provisoires ne seront pas reconnus.

La pierre angulaire de la loi est l'analyse de la nature du tribunal qui a rendu le jugement et la procédure qui l'a précédée à l'étranger. Il faut que le tribunal qui a rendu le jugement soit un tribunal impartial avec une procédure « compatible avec les conditions d'une procédure objective » (compatible with the requirements of « due process of law »). Cela implique qu'il faut prouver que la notification ou la signification du défendeur ait été faite d'une façon correcte c'est-à-dire que le défendeur ait vraiment reçu la requête introductive d'instance. Dans une procédure de défaut, par exemple, il faut un accusé de réception pour la citation comme preuve.

Il faut également prouver que la procédure n'a pas été faite à un for inconvenant et préjudiciable au défendeur où il n'a pas pu faire intervenir ses témoins ou encore où il n'a pas été à même de se défendre.

« Due process of law » signifie aussi que le défendeur dans la procédure a eu le droit d'intervenir dans l'instance dans un délai raisonnable pour présenter ses propres témoins et se préparer pour l'audition contradictoire du témoin de son adversaire. L'examen principal reste toujours de vérifier que le jugement n'est pas rendu par fraude et que le fondement de l'affaire ne viole pas l'ordre public de la juridiction américaine où la mise en exécution est remise en question. Les dettes de jeu ne seront ainsi pas recouvrables aux Etats Unis sauf dans les deux Etats fédéraux comprenant des casinos, c'est-à-dire au Nevada (Las Vegas) et au New Jersey (Atlantic City Casinos). Aux les deux derniers Etats il ne causeraient probablement pas de problèmes.

Telles sont les conditions qu'un créancier muni d'un jugement étranger doit remplir pour pouvoir appliquer la procédure de reconnaissance selon « the Uniform Foreign Money Judgment Recognition Act ». L'avantage de ces règles



de procédure de reconnaissance est que les tribunaux américains n'examineront que les objets précités. La cause de l'affaire n'a plus d'intérêt comme elle a déjà été examinée par un juge local à l'étranger selon la législation locale et conformément à la procédure et la langue locale. Le résultat du litige ne sera donc pas réexaminé avant de rendre le jugement exécutoire aux Etats Unis.

Tout se passe bien s'il s'agit d'un jugement qui a été examiné au fond dans le pays origine, mais qu'en est-il lorsqu'il s'agit d'un jugement par défaut ?

Certains Etats fédéraux n'acceptent pas les jugements par défaut. Ces tribunaux considèrent que les jugements par défaut sont suspects au motif qu'un examen au fond n'a pas été fait. En conséquence, ces tribunaux ne donneront pas le "full faith and credit" à un tel jugement par défaut originaire d'un autres Etat. Cela veut dire que ces tribunaux refusent de reconnaître les jugements par défaut et les jugements qui ne sont rendus que par reconnaissance. Par exemple, selon la législation du Connecticut, les jugements par défaut ou par reconnaissance d'un autre Etat ne seront pas reconnus. Toutefois, dans ce cas, on peut intenter une action judiciaire sur la base du jugement. Ainsi c'est le défendeur qui aura la charge de rapporter la preuve que le jugement du demandeur est nul et non avenue en alléguant par exemple un défaut de l'organisation légale du tribunal, un défaut de juridiction sur l'objet et sur les parties ou bien que le tribunal n'a pas la compétence pour reconnaître les droits de la demande du jugement.

Finalement, il est toujours possible de recommencer et d'intenter une action judiciaire ordinaire dans un tribunal américain local. Par cela, on obtiendra l'avantage d'avoir un jugement original de la juridiction où demeure le défendeur. En revanche, on aura le désavantage d'être obligé de convaincre le tribunal américain d'appliquer une législation étrangère avec les témoins d'un autre pays. En plus de cela on risquera que le tribunal local américain refuse d'accepter l'action judiciaire à cause de « *forum non conveniens* » c'est-à-dire qu'il ne sera pas compétent pour une litige étrangère.

En outre, si le défendeur essaie d'empêcher la reconnaissance et l'exécution du jugement par des procédures supplémentaires, le défendeur sera obligé de constituer une sûreté de la somme portée dans le jugement — ou plus — pour protéger le demandeur. La possibilité de demander une sûreté est une arme très efficace, surtout quand il s'agit des objections sans fondement du défendeur.

En envisageant de rendre exécutoire un jugement local à un jugement américain, il faut également prendre en compte les conséquences pratiques comme les coûts de la procédure. Tous les tribunaux américains ont des frais fixes pour la demande qui n'ont aucun rapport avec le montant litigieux. A l'inverse, s'il existe des tribunaux différents par rapport à la somme due, le « *Small claim court* » n'est compétent que pour une demande inférieure à la valeur de 5 000 USD. Tous les autres tribunaux aux Etats Unis — fédérés inclus — sont compétents pour les actions au-delà de ce montant. La demande en justice d'une action judiciaire se situe normalement entre 100 et 250 dollars. Au-delà, il faut ajouter les honoraires des avocats aux Etats Unis pour faire reconnaître le jugement étranger et lui permettre d'être exécuté là-bas, ce qui peut se faire de trois façons différentes.

De nombreux avocats sont payés en pourcentage de la somme récupérée. Ce système est considéré comme moralement acceptable dans la plupart des situations aux Etats Unis.

De plus de ce pourcentage de la somme récupérée, il peut également exister des honoraires d'engagement moins importants qui seront crédités sur le pourcentage. L'avocat peut aussi demander une avance pour les frais liés au déroulement du procès.

Un autre mode de rémunération pour l'avocat est la facturation au temps passé, indépendamment du résultat du procès.

Finalement, il arrive que l'avocat puisse facturer des émoluments fixes et accorder pour des portions différentes de son travail dans la phase pré judiciaire.

Quand, en définitive, on touche à l'exécution du titre exécutoire reconnu aux Etats-Unis, on est à nouveau confronté aux droits fédéraux. En général, il y en a dans chaque Etat une législation sur les procédures d'exécution. Il est ainsi précisé comment trouver les biens du débiteur, notamment au moyen d'enquêtes ou assimilé. Il existe des règles sur la saisie chez le débiteur et chez le tiers, lequel est obligé de payer ou de restituer le bien saisi. Ces dispositions sur la saisie sont applicables aux bien meubles et immeubles, comme les comptes bancaires, les salaires, les véhicules, les droits accordés et ainsi tout ce qui appartient au débiteur.

Cet article n'est qu'un résumé de l'intervention qui est faite en anglais par l'avocat Stephen Blustone, Washington. Pour avoir accès à la version anglaise voir : www.bluestonelaw.com ou slb@bluestonelaw.com

Nicola Hesselén
Membre de l'UIHJ
Huissier de justice à Göteborg (Suède)



Recognition and enforcement of foreign country money-judgements in the United States

Presented by Stephen L. Bluestone,
Managing Director of Bluestone Law International,
at the International Union of Judicial Officers' Congress,
Washington, DC

April 27, 2006
© 2006

As an attorney who has practiced law and resided in the District of Columbia for over 30 years, I am delighted to welcome members of the UIHJ to our nation's capital. We are located just a few miles from the Capitol where the Congress enacts federal legislation; where the United States Supreme Court decides cases which establish precedents applicable to laws and disputes throughout the entire country; where the executive branch of the United States government through the President and federal agencies create rules and regulations of national interest and applicability, and where the Department of State negotiates treaties and agreements with countries throughout the world.

However, while I do not wish to disappoint you, the laws governing the recognition and enforcement of foreign judgments — awarded by courts in each of your countries has little do to with Washington, D.C. and the federal government, but is a matter of state law existing and enacted by each of the separate 50 states of the United States, in addition to the District of Columbia and territories such as the U.S. Virgin Islands. As a result, there is no bilateral treaty or multi-lateral international convention in force between the United States and any other country on recognition and enforcement of civil money judgments.

However, the situation is not as confusing as it may appear. Over 40 years ago an organization by the name of the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws drafted and recommended for enactment in all of the states, a model law known as the Uniform Foreign Money-Judgments Recognition Act. While a "Uniform" act is not a federal law, nor does it automatically have applicability to each and every state, many uniform acts ultimately become part of the statutory law of most states. As a result, this Act is on the books in over 30 United States jurisdictions. The states which have not adopted the model Act have similar statutes or procedures whereby a foreign judgment may receive recognition and be enforced in the same manner as a local state judgment would be.

Before discussing specific provisions of the Act it is significant to note that the Act provides for recognition of a foreign judgment by applying the circumstances under which the judgment was granted against criteria contained in the Act. It does not provide the procedures by which a foreign judgment may be sought to be filed and ultimately enforced. The Model Act, as adopted by most states, provides that a foreign country judgment is recognized and enforced in the same manner as a sister state judgment.

There is, however, no need to worry as there is a relatively clear route to recognition and enforcement of your judgments. Let us discuss the nuts and bolts of the Act. First, it applies only to a "foreign state" which generally includes all members of the UIHJ and any recognized governmental unit. Next, and of initial significance, is that a foreign judgment must be a judgment for a sum of money other than for taxes, a fine or other penalty, or a judgment for support in a matrimonial or family matter. This definition is significantly limiting, as there are numerous awards and orders of courts throughout the world which deal with monetary issues, which must be treated through other means than the Uniform Act.

A number of years ago our firm was asked by a German law firm to record a "Grundschild", which apparently is an agreed upon charge on land, in the U.S. as a judgment for monies acknowledged to be due. As this was not a German court judgment, it did not qualify as a judgment under American laws. Additionally, there are child support orders issued by courts of many countries against a wayward father who is resident in the United States. This type of order is not within this Act and also must be handled through other procedures. Lastly, in reviewing the parameters of a judgment, it must be final, conclusive and enforceable in its home jurisdiction. If, as example, the judgment is an interim judgment, it will not be eligible for recognition.

The backbone of the Act, and in fact, of any effort by a judgment creditor in any country to enforce a judgment or court order in any jurisdiction of the United States is the requirement of analyzing the nature of the tribunal which rendered the judgment and its related procedures. A threshold question in this analysis is whether the court which rendered the judgment is an impartial tribunal with procedures "compatible with the requirements of due process of law".

As judicial officers from countries which hold the rule of law in the same high esteem as does the United States, I assume that you know what I am referring to. This means that the court rules provide procedures that require that a complaint be served on a defendant, and that proof of that service be filed with the court. While this may appear elementary, let me give you an example of a judgment which cannot be the subject of a recognition action. Under Civil Procedure Rules in the United Kingdom, claim form can be served on a defendant by ordinary mail. This means that the mere mailing of the claim form to a defendant at his last known address can ultimately be sufficient basis for a default judgment with no knowledge by the plaintiff or the court as to whether the defendant did, in fact, receive the lawsuit. Such a judgment would not be eligible for recognition and enforcement in any jurisdiction in the United States.

Due process also requires an examination of whether the case is brought in a seriously inconvenient forum thereby prejudicing the defendant in being unable to present witnesses and to otherwise defend the case. It also means the right of a defendant to be given a reasonable time to respond to a complaint; the right of a defendant to present witnesses on his behalf; the right to cross-examine the opponent's witnesses; the obligation that there be both subject matter and personal jurisdiction over the case; and the overriding issues that the judgment was not obtained by fraud, and that the cause of action which is the basis for the lawsuit is not repugnant to the public policy of the American jurisdiction in which the judgment is sought to be enforced.

Looking at this last criteria, we can all nod our heads and agree that we know what this means. We generally agree that business debts, contractual obligations, and the reasons behind most judgments are not in conflict with



the public policies of your country and the states in the United States. Beware, however, there are exceptions. Consider a judgment obtained in your countries on a gambling debt.

Can you have the two American states where recognition and enforcement of such a judgment would be permitted? While we have not done definitive research on this issue, the gambling casinos in the United States are in Nevada, primarily Las Vegas, as well as in the State of New Jersey where the Atlantic City casinos hold forth. Efforts to enforce such a judgment in probably every other states would be met with the defense that enforcing a gaming debt is contrary to the public policy of that state.

These are the hurdles which judgment creditors in your countries must overcome in order to register judgments through the recognition procedures of the Uniform Foreign Money-Judgments Recognition Act. Of course, the great benefit of this recognition procedure is that only the issues which I have just discussed and which are contained in the Act are the subject of review by an American court. The merits of the claim were previously decided in each of your countries before your home judges, under your local law, in your language and under your procedures. It is just the result of that litigation — the money judgment — which you seek to turn into an American judgment so that your judgment will have the same rights attached to it as any other judgment rendered in the United States.

While the merits of your claim may have been decided in your home court, what about a judgment obtained by default? This is where a defendant has been properly served with the lawsuit but has chosen not to file a defense or otherwise defend himself. As a result, upon the request of the plaintiff, a default judgment would be granted. While this default judgment may be fully enforceable in your home jurisdiction, there are certain states where such a default judgment is not subject to recognition and enforcement. The reason for this is that to some courts, default judgments are suspect as they have not been decided on the merits of the claim. As a result, the court will not give, what we call "*full faith and credit*" to a judgment of a sister state obtained by default. In fact, the statutory law of the State of Connecticut denies "*full faith and credit*" to judgments of sister states obtained by default or by confession of judgment. However, the solution to this problem in Connecticut, for example, is to bring a common law lawsuit on your judgment. Once this suit is filed, the defendant has the burden of proving that your judgment is void. This requires proof of the lack of a legally organized court, lack of jurisdiction over the subject matter, the parties or lack of court power to grant the relief contained in the judgment. Suing on your judgment is an alternative to using the expedited procedures set forth in the Uniform Act.

The third alternative in pursuing a claim in this country is to bring an original lawsuit in a local American court. While this has the advantage of seeking to obtain an original judgment in the defendant's home jurisdiction, it has the disadvantage of having to convince a foreign court of your local law and through witnesses from your own country. In addition, there is the risk that the case will be thrown out by the local American court on the grounds of forum non conveniens — meaning that the American court is an inconvenient forum for resolution of a foreign dispute.

However, for a defendant seeking to prevent your judgment from receiving recognition if he files a defense which requires taking proof through hearings and further proceedings, the defendant has the obligation to post a surety bond in the amount of the judgment or more to protect the interests of the plaintiff,

should the defendant lose in his efforts to prevent your judgment from being recognized in the American court. Demanding that a surety bond be posted can be a powerful weapon particularly with shallow pocket defendants.

Let me now touch on some practical matters in your consideration of turning your local judgment into an American judgment. Contrary to many countries which have an escalating scale of costs to be paid to the court clerk based upon the amount of the claim (or here, the judgment), all courts in the United States have a flat fee for the filing of a court action, irrespective of the amount of the claim or the judgment. While our court system has courts of limited jurisdiction such as a small claims court which may have jurisdiction of only up to \$5,000, depending upon the amount of your judgment, it will be filed in the court which is appropriate for the judgment. All state courts, as well as federal courts throughout the United States have courts of an unlimited jurisdiction amount which provide for a flat filing fee of generally between \$100 and \$250 to file a case.

The legal fees for seeking to obtain recognition and ultimate enforcement of a foreign judgment can generally be any one of three different ways. First, many law firms, such as our firm, handle claims on a straight contingency fee basis. This means that the attorney who will be filing your judgment will be paid a percentage of the monies collected. Contingent fees are unethical in many countries, but they are ethical in most, but not all situations, in the U.S. In addition to the percentage, there may also be a retainer which may be a small amount of money to be credited against the percentage. Furthermore, attorneys will request money for court filing costs and other out-of-pocket expenses. A second way of being paid is through hourly fees irrespective of the success of the attorney in obtaining satisfaction of a judgment. Lastly, attorneys charge flat fees in an agreed upon amount for various portions of the legal work anticipated.

You might finally ask after all this discussion, how do I get money to satisfy my new American judgment. Once again, this is a matter of state law. However, generally there are rights provided by all state statutes and procedures to discover the assets of the judgment debtor through testimony and otherwise, as well as to attach assets either in the hands of the judgment debtor, or the hands of a third-party who is obligated to pay or transfer those assets to the judgment debtor. This applies to personal property, real property, bank accounts, contract rights, wages, automobiles, and virtually any and every kind of asset or property.

While the procedures which I have discussed may appear not to be simple and require a lawyer specializing and experienced in domesticating foreign judgments, please bear in mind that the hard work has already been done by you in obtaining your home country judgment. Ninety-five percent of the time is straight forward converting your judgment to an American judgment and is handled without serious and substantive defenses being raised.

I hope that you will take every opportunity to vigorously pursue recognition and enforcement of your judgments against judgment debtors, be they individuals or businesses, located in the United States.